

Marche mondiale des femmes 2010 : Femmes dans les conflits - Paix et démilitarisation

vendredi 11 juin 2010, par [MMF](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juin 2010).

Sommaire

- [Les femmes marchent pour \(...\)](#)
- [Victimes mais aussi médiatrices](#)
- [Les femmes refusent d'être \(...\)](#)
- [Pour la Paix et la démilitarisa](#)

Les femmes marchent pour la « Paix et la démilitarisation » : Les violences ne sont pas des fatalités !

Les femmes dans le monde entier revendiquent la justice et le respect de leurs droits et de leur dignité. Elles veulent un choix de société où, selon les termes d'Albert Jacquard : « la paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais une construction permanente de l'humanité ».

Avec des principes forts :

- le refus de la violence ;
- la résolution politique et pacifique des conflits en agissant sur leurs causes ;
- la promotion de la culture de paix dont l'un des huit « piliers » est l'égalité entre femmes et hommes (ONU).

Car la paix est à la fois un projet de société à construire et la condition indispensable au respect des droits humains, en particulier ceux des femmes.

Les militarisations sont sources de maux insupportables :

- Domination, insécurité, violences, injustices, appauvrissement, atteintes aux droits fondamentaux (santé, éducation)... ;
- Elles servent le libéralisme débridé ;
- Elles nuisent au développement humain et à l'environnement ;
- Elles sont une atteinte aux droits des personnes ; elles aboutissent aux risques de l'éradication massive de la vie sur terre avec les armes nucléaires ;

Les femmes sont les premières touchées. le système patriarcal de domination des hommes sur les femmes en est renforcé.

Notamment, les budgets des militarisations privent les populations, au Nord comme au Sud, en Orient comme en Occident, des dépenses de base pour le développement.

Ils nourrissent le **1^{er} marché du monde : celui des armes, 1.440 milliards de dollars. 30 % de cette somme suffiraient à éradiquer les problèmes de santé, éducation, énergie, environnement (source ONU)**. La France est le 3^e vendeur d'armes du monde par tête.

Les armes illégales et leur commerce illicite prolifèrent : armes nucléaires ou armes légères (utilisées dans les conflits locaux pour l'appropriation des richesses).

Deux millions d'enfants ont été tués ces 10 dernières années au cours de conflits où des armes légères ont été utilisées, 5 millions sont handicapés, 12 millions grossissent les rangs des sans-abri.

Tout ce qui est fait pour la préparation et la conduite des guerres pourrait être utilisé à satisfaire les besoins humains.

Nous, les femmes, voulons vivre en paix ; nous refusons d'être ennemies. Ce que nous avons à gagner n'est pas la domination des autres, mais l'autonomie économique et les solidarités pour l'avenir des enfants.

La Paix par la démilitarisation n'est pas une utopie ! elle est un objectif incontournable.

La question de l'égalité femmes/hommes n'est pas résolue, en dépit des luttes féministes, même dans les pays exempts de conflits armés.

La Banque Mondiale a estimé qu'il coûterait de 7 à 13 \$ par personne pour financer les programmes nécessaires pour arriver à l'égalité des genres dans les pays sous développés. Les dépenses annuelles d'équipement militaire de la France pourraient couvrir ce besoin sur un an. Celles de la recherche militaire des USA seraient suffisantes pour couvrir ce besoin durant 5 ans.

Pour pouvoir instaurer une société de paix, il faudrait que les questions économiques et de survie soient résolues : souveraineté alimentaire, accès à l'eau potable, à l'enseignement et à l'éducation pour tous, accès à la terre pour les femmes, conservation de la biodiversité, accès aux soins, modèle de développement humain et durable...

C'est dans une société plus sûre que l'égalité des genres peut s'épanouir. Les femmes et les hommes ne doivent pas être expulsés de leurs terres par des sociétés privées ou « déguerpies » par les États ou les multinationales qui veulent s'approprier les richesses du sol et du sous-sol. Les accords de partenariat économique, qui permettent ce pillage au profit des pays riches, doivent être renégociés dans le but de les mettre au service des populations.

Les appropriations de territoires par des groupes armés pour se saisir des richesses s'accompagnent de viols et autres actes de violences et brutalités massives et sexuelles contre les femmes. Les victimes des viols sont aussi victimes du rejet communautaire. L'impunité est devenue habituelle. Les solidarités nationales et internationales doivent intervenir.

La coopération internationale doit être plus saine, mieux contrôlée, avec l'acceptation par les pays riches de donner 0,7 % du PNB aux pays appauvris. La dette doit être annulée.

L'égalité femmes/hommes implique que celles et ceux qui cherchent refuge contre les violences, de quelque nature soient-elles, et les fuient, trouvent également, dans les pays où ils-elles émigrent, accueil favorable, respect et dignité, selon la 4^e Convention de Genève.

Dans les conflits actuels, le déchaînement des violences contre les femmes atteint un paroxysme, comme au Kivu (RDC) qui connaît un véritable féminicide.

La folie des féminicides illustre la cause profonde de nombreux conflits armés : l'appropriation financière et économique des richesses, la haine de l'autre et donc des femmes comme symbole de production de la vie.

Victimes mais aussi médiatrices

80 % des pauvres sont des femmes.

Elles subissent, en premier lieu, les effets des politiques militaristes et des politiques d'occupation, des embargos sur les vivres et les produits de nécessité, des déplacements forcés. Le commerce des armes est dans la main des mêmes mafias que le commerce des femmes et de la drogue, et les transferts financiers illégaux.

Les guerres de la fin du 20^e siècle et du 21^e siècle font 95 % des victimes parmi les populations civiles : avant tout des femmes, des enfants et des vieillards.

300.000 enfants des régions les plus pauvres en conflit sont enfants-soldats, volés aux mères, et le viol massif des femmes est devenu une « arme de guerre » pour détruire l'identité d'un groupe, en Europe (ex-Yougoslavie), en Afrique, ou ailleurs.

La férocité des moyens guerriers mis en œuvre est sans limite et constitue une déshumanisation pour l'agresseur comme pour la victime. La technologie donneuse de mort permet de tuer, sans coup férir, à des milliers de kilomètres.

En même temps, loin de tout contrôle, s'est développée l'utilisation d'armes interdites qui mutilent les corps plus sauvagement encore : mines anti-personnel, bombes à fragmentation, bombes à phosphore, et de nouvelles armes (armes à uranium appauvri) utilisées en Irak et dans les Balkans et provoquant leucémies, enfants mal formés. La communauté internationale peine à sanctionner et à contrôler de tels usages.

Les femmes refusent d'être des Victimes Passives

Partout et toujours, les femmes maintiennent des conditions d'existence vivable, elles développent des projets économiques et culturels, elles créent des solidarités, elles cherchent des solutions à la prostitution économique et de guerre. Tout en luttant contre l'impunité, elles maintiennent ou tissent les maillages régulateurs des sociétés et les possibilités du « vivre ensemble ».

C'est ainsi que l'initiative « Paix et réconciliation » en Afrique du Sud a été l'initiative des femmes. Et que les collectifs de « Femmes en Noir » dénoncent les murs bâtis pour séparer les peuples et lancent passerelles et ponts, pour l'élaboration de paix durable, vers celles et ceux qu'on leur désigne comme ennemi-es (comme en ex-Yougoslavie et actuellement en Israël et en Palestine).

Les femmes refusent la modernisation des armes de destruction massive comme des armes classiques de champs de bataille. Ici, **en France, elles demandent la fermeture d'Eurosatory**, le plus grand marché mondial de l'armement.

Les femmes savent que l'éducation à la paix comporte l'apprentissage de la résolution des conflits mais aussi la « démilitarisation » des esprits.

Nous sommes solidaires des femmes du monde entier qui refusent l'impasse de la violence et de la misère, et les oppressions économiques et politiques.

**Nous refusons en même temps
les risques d'extermination de
l'humanité**

Le feu nucléaire, en France, coûte 1,5 millions d'euros à l'heure ; un missile atomique vaut 70 écoles ; un sous-marin nucléaire, c'est 10 lycées ; un mirage 2000, c'est un hôpital régional ; un porte-avion, c'est un an de nourriture pour 20 millions de réfugiés.

**Nous refusons cette folie-là. nous voulons une convention internationale pour
bannir et éliminer les armes atomiques partout dans le monde.
en France, nous avons plusieurs responsabilités :**

1 - faire le choix d'une société pacifiste :

• *Sur le plan économique :*

• Par la réduction des dépenses d'armement au profit des besoins sociaux (notamment ceux des femmes dont 3,5 millions vivent dans la précarité).

• Par une réduction massive des exportations d'armement.

• Par l'appui à des stratégies d'aide à la souveraineté alimentaire des pays en difficulté et par l'annulation de la dette de nos anciennes colonies et des autres pays appauvris.

• Par le renforcement des programmes de coopération concernant les femmes.

• ***Sur le plan militaire :***

Nous devons faire pression sur le gouvernement pour que la France :

• Soit à l'initiative d'une avancée notable dans le désarmement nucléaire mondial et soutienne le projet de Convention pour l'élimination des armes nucléaires.

• Cesse de moderniser ses armes : nous n'avons pas besoin de M51, ces nouveaux missiles sur nos sous-marins !

• Ne renouvelle pas ses accords militaires avec ses anciennes colonies et les pays économiquement fragilisés.

• Retire ses troupes des conflits en cours.

• Remplace la Journée d'Appel de Préparation à la Défense (JAPD) par une journée d'entrée dans la citoyenneté.

• Interdise au Ministère de la Défense d'entrer dans les établissements scolaires et de promouvoir les métiers de l'armée « soyez vous-mêmes », « l'armée un vrai métier »...

Au niveau international, nous exigeons :

- La mise hors d'alerte mondiale immédiate de toutes les armes atomiques pour éviter un accident ou une mauvaise interprétation possible.
- La dissolution de l'OTAN et le renforcement de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), la plus importante des organisations de sécurité régionale : la guerre n'est pas un moyen de résoudre les conflits ; c'est un échec de la politique.
- Le soutien à la mise en œuvre - comme nos sœurs africaines du Congo nous le demandent - du Traité de Commerce des Armes de 1990 (TCA) qui vise à contrôler la fabrication, le marquage, le transfert et le commerce, le bradage des armes légères et l'information de la société civile. Le commerce des armes vers les zones de conflit doit cesser, sous contrôle renforcé.
- L'élimination des armes nucléaires, conformément à l'article 6 du Traité de Non Prolifération (TNP) et au vœu du Parlement Européen du 10 mars 2005.

2- rechercher sans cesse les causes, en particulier économiques, des conflits qui naissent ou peuvent naître, pour les prévenir et exiger leur véritable traitement

:

- Ces recherches doivent être financées par des fonds publics.
- Les violations répétées des Droits de la personne doivent être sanctionnées.

C'est ainsi que l'Union Européenne doit dénoncer définitivement l'accord d'agrément qui la lie à Israël et qui comprend une clause de respect des droits de l'Homme, tant qu'Israël continuera de les violer.

3 - sur le plan éducatif et culturel, mais aussi politique :

Avec les femmes du monde, nous voulons promouvoir une « **Culture de Paix** » fondée sur la justice et le respect strict des droits fondamentaux.

Pour la Paix et la démilitarisation nous exigeons :

- Le respect du droit international et la référence à la Charte des Nations Unies.
- L'obligation des institutions de nos pays respectifs à s'engager efficacement à la promotion d'une « culture de paix » avec l'UNESCO et à promouvoir la Journée Internationale de la Paix du 21 septembre.
- L'introduction dans les programmes scolaires de l'éducation à la paix.
- L'application de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies datée du 31/10/2000 spécifique aux droits des femmes qui recommande :
- L'augmentation de la représentation des femmes à tous les niveaux

de prise de décision pour la prévention, la gestion pacifique des conflits dans les processus de paix.

- La protection et le respect des droits humains, notamment des femmes et des filles.

- La poursuite en justice des criminels de guerre.

P.-S.

* Marche mondiale des femmes 2010

www.mmf-france.fr/

Email : marchefem rezisti.org